



**Assemblée générale**

Distr.  
LIMITÉE

A/CN.4/L.715/Add.1  
3 août 2007

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL  
Cinquante-neuvième session  
Genève, 7 mai-8 juin et 9 juillet-10 août 2007

**PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL  
SUR LES TRAVAUX DE SA CINQUANTE-NEUVIÈME SESSION**

**Rapporteur: M. Ernest PETRIČ**

**CHAPITRE X**

**AUTRES DÉCISIONS ET CONCLUSIONS DE LA COMMISSION**

**Additif**

**TABLE DES MATIÈRES**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
A. Programme, procédures, méthodes de travail et documentation de la Commission ( <i>suite</i> ).....	1 – 5	2
2. Mesures d'économie .....	1	2
4. Inscription de nouveaux sujets au programme de travail de la Commission et établissement de groupes de travail chargés d'examiner la faisabilité de certains sujets .....	2 – 4	2
9. Réunion avec des experts des droits de l'homme de l'ONU .....	5	3
C. Coopération avec d'autres organes .....	6 – 11	4
D. Représentation à la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale	12 – 13	5
E. Séminaire de droit international .....	14 – 27	5

**A. Programme, procédures, méthodes de travail  
et documentation de la Commission (*suite*)**

**2. Mesures d'économie**

1. La Commission, après avoir examiné le paragraphe 8 de la résolution 61/34 de l'Assemblée générale et les nécessités de son programme de travail pour la session en cours résultant de circonstances imprévisibles, a décidé de conclure la première partie de la cinquante-neuvième session le 5 juin 2007, réduisant ainsi de trois jours la durée de celle-ci.

...

**4. Inscription de nouveaux sujets au programme de travail de la Commission  
et établissement de groupes de travail chargés d'examiner  
la faisabilité de certains sujets**

2. À sa 2929<sup>e</sup> séance, le 1<sup>er</sup> juin 2007, la Commission a décidé d'inscrire à son programme de travail le sujet «La protection des personnes en cas de catastrophe» et a nommé M. Eduardo Valencia-Ospina Rapporteur spécial pour le sujet.

3. À sa 2940<sup>e</sup> séance, le 20 juillet 2007, la Commission a décidé d'inscrire à son programme de travail le sujet «L'immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État» et a nommé M. Roman A. Kolodkin Rapporteur spécial pour le sujet.

4. À sa 2929<sup>e</sup> séance, le 1<sup>er</sup> juin 2007, la Commission a également établi un groupe de travail à composition non limitée chargé, sous la présidence de M. Donald McRae, d'examiner la possibilité d'inscrire le sujet «Clause de la nation la plus favorisée» à son programme de travail à long terme. Le groupe de travail a tenu deux séances, les 16 et 17 juillet 2007. Il a conclu que la Commission pourrait jouer un rôle utile en fournissant des éclaircissements sur le sens et l'effet de la clause de la nation la plus favorisée dans le domaine des accords d'investissement, et a recommandé que le sujet soit inscrit au programme de travail à long terme de la Commission. Il s'agirait de prolonger les travaux précédemment menés par la Commission sur la

clause de la nation la plus favorisée<sup>1</sup>. À sa 2944<sup>e</sup> séance, le 27 juillet 2007, la Commission a examiné le rapport du groupe de travail et a décidé de le renvoyer au Groupe de planification.

...

## **9. Réunion avec des experts des droits de l'homme de l'ONU**

5. Conformément à l'article 25, paragraphe 1 de son statut<sup>2</sup>, la Commission a organisé une rencontre, les 15 et 16 mai 2007, avec des experts de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme, y compris des représentants des organes des droits de l'homme. Durant la rencontre, les membres de la Commission et les experts des droits de l'homme<sup>3</sup> ont eu un échange de vues

---

<sup>1</sup> La Commission avait inscrit le sujet «La clause de la nation la plus favorisée» à son programme de travail lors de sa vingtième session (1967) et avait nommé M. Endre Ustor puis M. Nikolai A. Ushakov Rapporteurs spéciaux sur cette question. La Commission a achevé l'examen en deuxième lecture du projet d'articles à sa trentième session (1978). L'Assemblée générale, à ses trente-cinquième, trente-sixième, trente-huitième, quarantième et quarante-troisième sessions (1980, 1981, 1983, 1985 et 1988), a invité les gouvernements et les organisations intergouvernementales à faire des observations sur le projet d'articles proposé par la Commission. À sa quarante-sixième session (1991), l'Assemblée générale, dans sa décision 46/416, a pris note avec satisfaction du travail accompli par la Commission ainsi que des vues et observations des gouvernements et des organisations intergouvernementales, et a décidé de porter le projet d'articles à l'attention des États Membres et des organisations intergouvernementales afin qu'ils le prennent en considération le cas échéant et selon qu'il conviendra.

<sup>2</sup> L'article 25, paragraphe 1, du Statut de la Commission se lit comme suit: «La Commission peut consulter, lorsqu'elle le juge utile, tout organe des Nations Unies sur tout sujet entrant dans la compétence de cet organe.». Voir aussi la résolution 61/34 de l'Assemblée générale.

<sup>3</sup> Les experts ayant participé à la rencontre étaient les suivants: M. Philippe Texier, Comité des droits économiques, sociaux et culturels; M. Nigel Rodley, Comité des droits de l'homme; M. Guibril Camara, Comité contre la torture; M. Jean Zermatten, Comité des droits de l'enfant; M. Alexandre Sicilianos, Comité pour l'élimination de la discrimination raciale; M. Cees Flintermann, Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes; M. Ahmed El Borai, Comité sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille; M<sup>me</sup> Liesbeth Lijnzaad, Conseil de l'Europe; M. Vincent Berger, Conseil de l'Europe et M<sup>me</sup> Françoise Hampson, membre de l'ex-Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme.

utile sur les questions relatives aux réserves aux traités de droits de l'homme, en particulier sur les causes de non-validité des réserves aux traités de droits de l'homme<sup>4</sup>.

### **C. Coopération avec d'autres organes**

6. La Commission était représentée par M. Narinder Singh à la quarante-sixième session de l'Organisation juridique consultative Afrique-Asie, tenue dans la ville du Cap du 2 au 6 juillet 2007. La Commission a par ailleurs décidé de se faire représenter par M. Alain Pellet à la trente-quatrième réunion du Comité des conseillers juridiques sur le droit international public (CAHDI) qui se tiendra à Strasbourg les 10 et 11 septembre 2007.

7. À sa 2933<sup>e</sup> séance, le 10 juillet 2007, M<sup>me</sup> Rosalyn Higgins, Présidente de la Cour internationale de Justice, a pris la parole devant la Commission et l'a informée des activités récentes de la Cour et des affaires dont celle-ci est actuellement saisie<sup>5</sup>. Un échange de vues a suivi.

8. Le Comité juridique interaméricain était représenté à la cinquante-neuvième session de la Commission par M. Mauricio Herdocia Sacasa. Celui-ci a pris la parole devant la Commission à sa 2943<sup>e</sup> séance, le 26 juillet 2007<sup>6</sup>. Un échange de vues a suivi.

9. L'Organisation juridique consultative Afrique-Asie était représentée à la cinquante-neuvième session de la Commission par son secrétaire général, M. Wafik Z. Kamil. Celui-ci a pris la parole devant la Commission à sa 2944<sup>e</sup> séance, le 27 juillet 2007<sup>7</sup>. Un échange de vues a suivi.

10. Le Comité européen de coopération juridique et le Comité des conseillers juridiques sur le droit international public étaient représentés à la cinquante-neuvième session de la Commission

---

<sup>4</sup> Le Rapporteur spécial sur le sujet «Réserves aux traités» a établi sous sa responsabilité un compte rendu des débats qui est placé sur le site Web relatif aux travaux de la Commission, disponible à <http://www.un.org/law/ilc/>.

<sup>5</sup> Cette déclaration est consignée dans le compte rendu analytique de ladite séance et est aussi placée sur le site Web relatif aux travaux de la Commission.

<sup>6</sup> Cette déclaration est consignée dans le compte rendu analytique de ladite séance.

<sup>7</sup> Ibid.

par le Directeur du Conseil juridique et du droit international public, ... Celui-ci a pris la parole devant la Commission à sa ... séance, le 8 août 2007<sup>8</sup>. Un échange de vues a suivi.

11. Le 11 juillet 2006, un échange de vues informel a eu lieu entre les membres de la Commission et le Comité international de la Croix-Rouge sur des sujets d'intérêt commun.

#### **D. Représentation à la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale**

12. La Commission a décidé qu'elle serait représentée à la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale par son président, M. Ian Brownlie.

13. À sa ... séance, le ... août 2007, la Commission a demandé à ..., Rapporteur spécial sur le sujet «...», d'assister à la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale, conformément aux dispositions du paragraphe 5 de la résolution 44/35 de cette dernière<sup>9</sup>.

#### **E. Séminaire de droit international**

14. Conformément à la résolution 61/34 de l'Assemblée générale, la quarante-troisième session du Séminaire de droit international s'est tenue au Palais des Nations du 9 au 27 juillet 2007, pendant la cinquante-neuvième session de la Commission du droit international. Le Séminaire s'adresse à des étudiants de droit international de niveau avancé et à de jeunes professeurs et fonctionnaires internationaux se destinant à une carrière universitaire ou diplomatique ou à des postes de la fonction publique de leur pays.

15. Vingt-cinq personnes de nationalité différente, la plupart originaires de pays en développement, ont pu participer à la session<sup>10</sup>. Les participants au Séminaire ont assisté aux

---

<sup>8</sup> Ibid.

<sup>9</sup> «*L'Assemblée générale ... 5. Invite la Commission du droit international à demander à un rapporteur spécial, lorsque les circonstances l'exigent, d'assister à la session de l'Assemblée générale lorsque celle-ci examine la question dont il est chargé et prie le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires dans les limites des ressources disponibles.*».

<sup>10</sup> Ont participé à la quarante-troisième session du Séminaire de droit international: M<sup>me</sup> Tânia da Fonseca Alexandre (Portugal), M<sup>me</sup> Maria Eugenia Brunini (Uruguay), M. Víctor Cairo Palomo (Cuba), M. Alonso Chaverri-Suárez (Costa Rica), M. Issaka Garba Abdou (Niger), M. Gabriel Herrera (Argentine), M<sup>me</sup> Bibian Isoto (Ouganda), M. Ammar Jaber (Iraq), M<sup>me</sup> Melanie Khanna (États-Unis d'Amérique), M<sup>me</sup> Man Anting

séances plénières de la Commission et à des conférences spécialement organisées à leur intention, et ont participé à des groupes de travail sur des sujets spécifiques.

16. Le Séminaire a été ouvert par M. Ian Brownlie, Président de la Commission.

M. Ulrich von Blumenthal, Conseiller juridique principal à l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), était chargé de l'administration, de l'organisation et du déroulement du Séminaire, et il était assisté de M. Vittorio Mainetti, consultant juridique à l'ONUG.

17. Les conférences suivantes ont été données par des membres de la Commission:

M. Giorgio Gaja: *«Responsabilité des organisations internationales»*; M<sup>me</sup> Paula Escarameia:

*«Le statut de la Cour pénale internationale: un pas en avant en droit international»*;

M. Alain Pellet: *«La CDI – Vue de l'intérieur»*; M. Chusei Yamada: *«Codification du droit des ressources naturelles partagées»*; M. Georg Nolte: *«Assistance d'un État dans la commission*

*d'un fait internationalement illicite par un autre État – Questions de responsabilité et*

*développement du droit»*; M. A. Rohan Perera: *«Vers une convention globale sur le terrorisme»*;

M. Zdzislaw Galicki: *«L'obligation d'extrader ou de poursuivre (aut dedere aut judicare)»*; et

M. Maurice Kamto: *«Expulsion des étrangers»*.

18. Des conférences ont aussi été données par M. Vittorio Mainetti (*«Présentation des travaux*

*de la Commission du droit international»*), M. Daniel Müller, assistant du Rapporteur spécial

M. Alain Pellet (*«Réserves aux traités»*), M<sup>me</sup> Jelena Pejic, conseillère juridique du Comité

international de la Croix-Rouge (*«Défis auxquels le droit international humanitaire doit faire*

*face actuellement»*), et M. Markus Schmidt (HCDH) (*«Le Conseil des droits de l'homme un an*

*après sa création: Cheval de Troie ou réel progrès?»*).

---

(Chine), M<sup>me</sup> Yassin Alieu M'Boge (Gambie), M<sup>me</sup> Nuala Ní Mhuircheartaigh (Irlande), M. Yasuyuki Okazaki (Japon), M. Ahmed Haroun Ould (Mauritanie), M<sup>me</sup> Priya Pillai (Inde), M. Sergio Puig de la Parra (Mexique), M. Aistis Radavicius (Lituanie), M<sup>me</sup> Velotiana Raobelina Rakotoasony (Madagascar), M<sup>me</sup> Ana Cristina Rodriguez Pineda (Guatemala), M<sup>me</sup> Vasilka Sancin (Slovénie), M<sup>me</sup> Marieme Sidibe (Mali), M<sup>me</sup> Simona Spinaru (Roumanie), M. Ton Van den Brandt (Pays-Bas), M<sup>me</sup> Anusha Wickramasinghe (Sri Lanka) et M<sup>me</sup> Aishath Zahir (Maldives). Le Comité de sélection, présidé par M. Jean-Marie Dufour (Président de Réseau universitaire international de Genève (RUIG)), s'est réuni le 25 avril 2007 et, après avoir examiné 130 demandes de participation au Séminaire, a retenu 26 candidats. À la toute dernière minute, le vingt-sixième candidat retenu s'est désisté.

19. Une table ronde a également été organisée sur les systèmes régionaux de protection des droits de l'homme. Deux membres de la Commission, M. Lucius Caflisch (ex-juge à la Cour européenne des droits de l'homme) et M. Edmundo Vargas-Carreño (ex-Secrétaire général de la Commission interaméricaine des droits de l'homme) ont parlé respectivement des systèmes européen et interaméricain, tandis que M. Mutoy Mubiala, fonctionnaire du HCDH, a exposé le système africain. Le débat a été axé sur l'analyse comparée et l'influence réciproque des trois systèmes régionaux.

20. Les participants au Séminaire ont été invités à visiter l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et ont assisté à deux séances d'information animées par M<sup>me</sup> Gabrielle Marceau, conseillère du Directeur général, et M. Werner Zdouc, Directeur du secrétariat de l'Organe d'appel de l'OMC. Les discussions ont porté sur les questions juridiques actuellement examinées à l'OMC et sur le système de règlement des différends de l'OMC.

21. Chacun des participants au Séminaire a été affecté à l'un des trois groupes de travail constitués sur les sujets «*Le statut de la Cour pénale internationale: questions nouvelles et non résolues*», «*L'obligation d'extrader ou de poursuivre*», et «*Réserves aux traités*». Deux membres de la Commission, M<sup>me</sup> Paula Escameia et M. Zdzislaw Galicki, ainsi que M. Daniel Müller, ont donné des conseils aux groupes de travail. Chaque groupe a écrit un rapport dont les conclusions ont été présentées au Séminaire au cours d'une séance organisée spécialement à cet effet. Une compilation de ces rapports a été distribuée à tous les participants.

22. La République et canton de Genève a offert son hospitalité traditionnelle aux participants, avec une visite guidée de la salle de l'Alabama à l'hôtel de ville, suivie d'une réception.

23. M. Brownlie, M. von Blumenthal et M<sup>me</sup> Yassin Alieu M'Boge, au nom des participants, ont pris la parole devant la Commission et les participants à la fin du Séminaire. Chaque participant s'est vu remettre un certificat attestant sa participation à la quarante-troisième session du Séminaire.

24. La Commission a noté avec une satisfaction particulière que les Gouvernements de l'Allemagne, de Chypre, de la Finlande, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et de la Suisse avaient versé ou promis de verser des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le Séminaire de droit international. La situation financière du

Fonds a permis d'accorder un nombre suffisant de bourses à des candidats méritants originaires de pays en développement pour parvenir à une répartition géographique appropriée des participants. Cette année, des bourses intégrales (couvrant à la fois les frais de voyage et les frais de subsistance) ont été octroyées à 14 candidats et des bourses partielles (ne couvrant que les frais de subsistance) à deux candidats.

25. Sur les 979 participants représentant 160 nationalités qui ont pris part au Séminaire depuis 1965, 598 ont bénéficié d'une bourse.

26. La Commission souligne l'importance qu'elle attache au Séminaire, qui donne à de jeunes juristes, notamment de pays en développement, la possibilité de se familiariser avec ses travaux et les activités de nombreuses organisations internationales qui ont leur siège à Genève.

La Commission recommande à l'Assemblée générale de lancer un nouvel appel aux États pour qu'ils versent des contributions volontaires afin d'assurer au Séminaire de 2008 la plus large participation possible.

27. La Commission a noté avec satisfaction qu'en 2007 un service d'interprétation intégral avait été mis à la disposition du Séminaire. Elle exprime l'espoir que le Séminaire bénéficiera du même service à sa session suivante, dans les limites des ressources existantes.

-----